

Congrès LINGUAPAX Barcelone Mai 2004

Albert Raasch

Prof. ém.

Université de la Sarre

Saarbrücken (Allemagne)

Cohésion sociale, politique linguistique et LINGUAPAX

La cohésion sociale est un des facteurs, ou conditions, indispensable d'une coexistence pacifique; ceci est moins une thèse académique qu'une expérience vécue en Europe. Pour en concrétiser les multiples phénomènes, citons quelques exemples qui marquent les relations parmi ethnies / régions / pays / nations:

- les différences des conditions de vie, observables par exemple aux frontières entre l'Allemagne, la Pologne, la Biélorussie, la Russie
- les différences de structures économiques, rurales ou industrielles, par exemple
- les différences linguistiques, entre autres entre les minorités / majorités / majorités devenues minorités etc.
- les différences culturelles (système de valeurs, religions, par exemple)
- les différences administratives (dans le domaine des institutions universitaires, etc.)
- les différences politiques (stratégies, impacts historiques, etc.), concernant entre autres l'idée de l'Europe, conceptions de la nation, etc.
- les différences démographiques (tranches d'âge etc.)
- etc.
-

Les régions frontalières en Europe - et l'Europe en entier est profondément marquée par les frontières et par le "voisinage" - reflètent d'une façon plus qu'évidente toute la gamme des problèmes, comme dans un focus; ces régions vivent donc en "zoom" les problèmes, mais aussi les chances des contacts immédiats avec les régions ou pays voisins.

L'analyse détaillée des situations telles qu'elles se présentent dans les régions frontalières européennes confirme ce à quoi on pouvait s'attendre: que chaque zone frontalière a son caractère individuel. Cette analyse se fait aujourd'hui systématiquement, en tenant compte en

même temps des spécificités situationnelles ainsi que des possibilités de généraliser les leçons qu'on peut en tirer.

On peut parler aujourd'hui d'une "science de la frontière", science forcément interdisciplinaire, qui commence à être installée dans des centres de recherche, centres d'éducation, associations, et d'institutions publiques non-gouvernementales.

Parmi les institutions qui, en Europe, jouent un rôle prépondérant, il faudrait citer en premier lieu les "eurégions" ou "euro-régions" dont il existe plusieurs centaines et qui se regroupent sur le plan international dans une association de régions frontalières (AGEG) qui couvre l'ensemble du continent européen.

Il est évident que, en dépit des spécificités de chacune des régions frontalières, les expériences pratiques et les concepts théoriques développés et élaborés "sur le terrain", doivent être transférés dans d'autres régions du continent (et peut-être même sur d'autres continents), et les institutions mentionnées ci-dessus servent de plate-forme pour ce transfert indispensable dans la perspective d'une Europe socialement cohésive.

L'Europe se fait de plus en plus "d'en bas", à l'aide de ces institutions qui complètent donc les instruments gouvernementaux qui, eux, agissent plutôt d'en haut. Cette complémentarité est d'un intérêt majeur pour les observateurs qui regardent un continent naissant; mais cette complémentarité est aussi un champ d'action pour tous ceux qui coopèrent dans les différents domaines, culturel, économique, politique, social....

Pour aider à construire une Europe d'en bas, et pour aider les institutions compétentes à remplir leurs rôles civiques, nous avons lancé en 1996 / 1997 un projet international avec le support du Conseil de l'Europe / Centre européen des langues vivantes (Graz, Autriche), le Goethe-Institut (Munich, Allemagne), le KulturKontakt Austria (Vienne, Autriche) et la Talenacademie Nederland (Maastricht, Pays-Bas), projet qui s'appelle "L'enseignement et l'apprentissage des langues du voisin dans les régions transfrontalières".

Nous avons donc mis un accent particulier sur la fonction de la langue, son apprentissage et son enseignement, pour jeter des ponts inter-culturels, et nous avons développé des modèles théoriques qui sont expérimentés sur place pour garantir cette vision politique que constitue pour nous la cohésion sociale.

Nous avons également pu constater combien les régions frontalières peuvent aider à renforcer le rôle et le statut des langues voisines qui, comme le danois, le néerlandais, le tchèque, par exemple, n'ont que peu de chances à concurrencer le tout-puissant anglais dans le domaine politique et administratif, mais surtout économique comme la Communauté Européenne. C'est les régions frontalières qui peuvent servir d'exemples comme zones où sont favorisés des modèles de plurilinguisme et de multiculturalité qui devrait caractériser l'Europe en entier et où toutes les langues ont leur chances de vivre.

En fin de compte, sans ces régions frontalières, la diversité des langues et des cultures - postulat théorique de l'ensemble des voix politiques - aurait encore moins de chances de survivre dans un monde où règnent globalisation et mondialisation.

Dans le cadre de notre projet qui s'est terminé fin 2003, nous avons organisé des séminaires, colloques, rencontres, enquêtes, stages de formation et d'information, etc. entre autres dans les régions suivantes:

- Autriche - Tchéquie
- Autriche - Slovaquie
- Bénélux, avec la France et l'Allemagne
- Estonie - Finlande - Russie - Lettonie
- Allemagne - Pologne
- Russie - Norvège - Finlande.

Grâce à une coopération internationale et inter-institutionnelle, nous avons pu créer un centre d'information à Maastricht qui a commencé à offrir ses services aux eurégions / euro-régions mentionnées plus haut, ceci pour essayer de réaliser le dialogue entre centres de recherche et d'observation d'une part, institutions gouvernementales et non-gouvernementales et associations (d'enseignants, de parents d'élèves, de chambres de commerce et d'industrie, de syndicats etc.) etc. d'autre part.

Ce travail, linguistique et politique en même temps, est un vrai défi et prouve combien la fonction des langues est une fonction politique, mais aussi: combien la politique est (et a) une tâche linguistique; ceci ressort clairement de nos publications qui documentent les résultats de notre projet.

Pour résumer la philosophie de ces activités: il s'agit de renforcer et de soutenir les responsabilités civiques des individus non moins que celles des institutions gouvernementales et non-gouvernementales.

Pour concrétiser l'aspect politique de l'apprentissage des langues, il convient de se rappeler les principes de ce qu'on appelle la communication interculturelle, ce qu'on a avant appelé l'enseignement de la civilisation.

On se mettra facilement d'accord sur le fait que les connaissances de la civilisation de la communauté linguistique cible sont indispensables, connaissances dans le domaine culturel, économique, administratif, social, etc. (phase numéro 1).

Connaître les phénomènes de la civilisation cible doit se combiner avec l'approche comparatiste: on ne peut vraiment comprendre l'altérité que si l'on la compare avec sa propre situation: 2e étape.

Cette deuxième étape risque de mettre au premier plan de l'apprentissage les différences des cultures; il faut donc une troisième étape qui mène à une compétence de compréhension, de tolérance, d'acceptance, que nous appelons empathie.

Sur la base de cette empathie, on peut se mettre au travail et commencer à résoudre les questions (ou problèmes) qu'il faut régler, par exemple les problèmes quotidiens écologiques, la coopération sur le plan de la circulation routière ou ferroviaire, etc.; cette compétence de coopération, sur la base des trois étapes précédemment décrite, peut s'appeler compétence interculturelle, ce qui constitue une quatrième étape.

La cinquième, et dernière, étape consiste à arriver à une nouvelle identité, que les partenaires créent ensemble, et dont ils sont responsables en commun. Ce dernier objectif d'apprentissage que j'appelle "compétence intra-culturel" pour marquer ce nouvel espace transfrontalier, qui est donc hautement politique et qui se situe non pas sur les hauteurs de la "grande politique" mais constitue l'essence même de chaque activité didactique, en allant jusqu'aux échanges, même scolaires.

Ces 4e et 5e étapes ne peuvent se réaliser sans le support des compétences en langues voisines, grandes langues ou langues moins diffusées et moins enseignées. Les régions

frontalières peuvent donc fournir un modèle qui montre comment on peut combiner fonctionnellement l'apprentissage de l'anglais (comme *lingua franca*, qui ne bloque donc pas l'apprentissage d'autres langues) avec d'autres langues.

il paraît nécessaire de systématiser la description des conditions et des situations, par le biais d'un modèle didactique global que je vais présenter pour terminer mon intervention.

Parmi les facteurs qui influent sur la préparation et la conception d'une leçon de langue en classe de langue, il y a à première vue quatre qui sont concernés:

- manuel ou "média"
- méthode
- élèves
- objectifs.

Mais il y a plusieurs autres qui ne sont pas moins importants:

- contenu linguistique et culturel
- évaluation des performances
- institution (les conditions de l'enseignement, infrastructure technique, nombre d'élèves, etc.)
- enseignant.

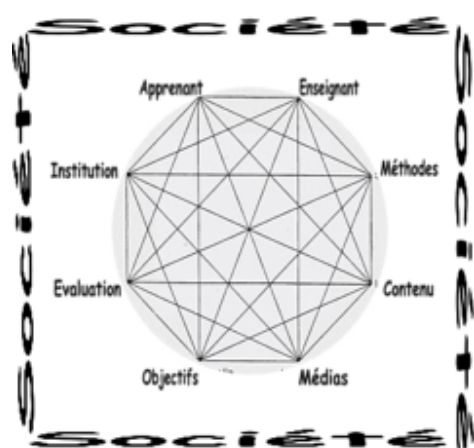
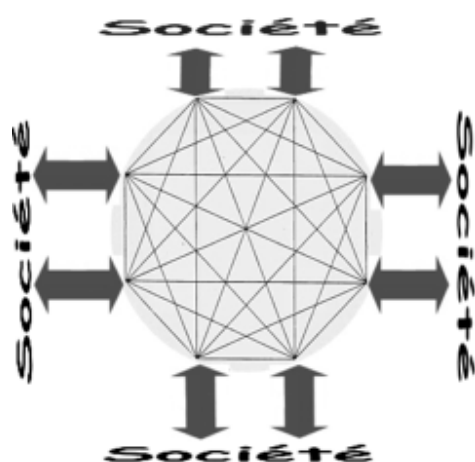
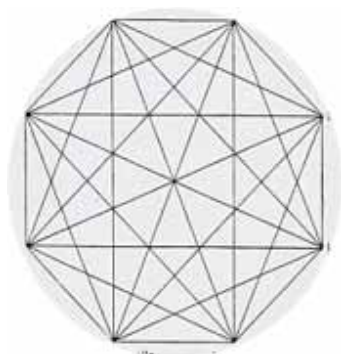
Mon schéma comprend donc 8 facteurs qu'il faut mettre en rapport les uns avec tous les autres, pour préparer une leçon, pour concevoir un curriculum, pour évaluer le concept didactique etc.

Ce schéma sous forme d'octogone semble constituer un système fermé, ce qui, à vrai dire, n'est pas du tout le cas.

Il existe un contexte évident dans lequel se situent cet enseignement et cet apprentissage, et ce contexte a une influence évidente, par exemple sur les élèves, leur motivation, leurs préoccupations, leurs connaissances, etc. Les enseignants sont également concernés de par leurs compétences, leur formation, leurs intérêts, leur rôle en classe, leur auto-image, etc. Ces influences venant de l'extérieur concernent aussi les objectifs, l'institution, les contenus, les méthodes d'évaluation, etc.

Ces influences sont d'ailleurs réciproques: les résultats de l'enseignement ont leur impact sur la société autour, sur la qualité et l'importance de la région, son poids et son statut. Voici donc le modèle qui en résulte:

(Illustrations no. 1, 2 et 3)



C'est dans ce cadre que se situe le processus grâce auquel les institutions gouvernementales ou non-gouvernementales, pour arriver, par le biais de la langue, à réaliser la cohésion

sociale, objectif privilégié de tout enseignement de langues, objectif qui seul peut fournir les fondements d'une paix qui est en fin de compte l'objectif majeur que nous essayons de réaliser toutes et tous, dans le cadre de LINGUAPAX. Enseigner les langues et apprendre les langues, c'est un défi éminemment politique.

Pour plus de détails sur une "science de la frontière", cf. les sites suivants:

<http://www.cicero-net.nl>

http://hometown.aol.de/armolfsee/AlbertRaasch_index.html